

contrefaçon

> PRÉVENTION > STRATÉGIES > RÉSULTATS

riposte

Sommaire

> Actualité 2-3

Citoyens ! faites passer le message

Exposition : « Contrefaçons : carton rouge ! »

PeerFactor une offre légale P2P avec une longueur d'avance

Faux pneus de camions : attention danger !

Saisies : des chaussures et des jouets par milliers

> Technologie 4

Des outils pour gérer les actifs logiciels

> Justice/Réparation 5

L'harmonisation européenne progresse lentement

> Coopération 6

Le Maroc renforce sa législation anti-contrefaçon

> Indicateurs 7

« Fake Nation ! » : une radiographie du consommateur britannique

Informatique : la piraterie pénalise la croissance et l'emploi

> Analyse 8

Les consommateurs français sont demandeurs de traçabilité

> **Éditorial** Par Bernard Brochand / Député-maire de Cannes, président du Comité national anti-contrefaçon

Pour une politique de la reconnaissance

« N'est-ce pas dans mon identité authentique que je demande à être reconnu ? Et si, par bonheur, il m'arrive de l'être, ma gratitude ne va-t-elle pas à ceux qui, d'une manière ou d'une autre, ont reconnu mon identité en me reconnaissant ? » Paul Ricœur

Cette année sera marquée par le lancement d'une grande campagne nationale de communication dont le but est de sensibiliser et de responsabiliser les consommateurs français vis-à-vis des dangers et des conséquences induites par l'obtention de produits contrefaisants (manufacturiers et numériques). Cette forte mobilisation, sans précédent dans ce domaine, se justifie par l'importance de ce fléau autant que par la multiplicité de ses enjeux. La contrefaçon, trop longtemps banalisée, n'est plus aujourd'hui un phénomène marginal. Elle atteint désormais une ampleur qui dépasse les limites de l'entendement. Nous sommes face à une véritable industrie du faux qui, largement financée par le blanchiment d'argent, dispose dès lors de moyens importants et génère des profits occultes considérables en faveur de réseaux criminels, voire terroristes.

La contrefaçon concerne désormais tous les produits de la vie quotidienne : l'habillement, les cosmétiques, les jouets, les pièces de rechange auto ou aéronautiques, les produits alimentaires et les médicaments... Ces productions illicites mettent non seulement notre économie et nos emplois en péril (30 000 emplois chaque année sont menacés !), mais elles présentent également des risques sanitaires importants pour les consommateurs. Il est donc de la responsabilité des pouvoirs publics d'alerter l'opinion et de prendre des mesures de répression, mais aussi de prévention et de dissuasion afin d'enrayer ce fléau.

> Responsabilité commune

La lutte anti-contrefaçon est devenue un enjeu de société qui implique la mobilisation et l'adhésion de tous. Comment imaginer en effet vivre dans une société où



© J.D. Lorieux

le mensonge, la fraude, la corruption, la concurrence déloyale, l'abandon de toute reconnaissance de la créativité et de notre art de vivre seraient implicitement admis, où la copie serait mise sur le même plan que le produit original ? Je crois que pour être comprise et soutenue plus largement encore par les consommateurs, la lutte anti-contrefaçon doit s'inscrire dans un cadre plus large.

Le rôle de l'État est de défendre les citoyens et les institutions contre toutes les formes de délinquance. Il doit aussi veiller à la loyauté des échanges, à la survie des entreprises et à la conformité des produits mis sur le marché. Autant de tâches qui appellent une politique ambitieuse de défense de la création, de respect du travail et de garantie des produits. Une mission que je qualifierais de politique de la reconnaissance du mérite et du savoir-faire de chacun au bénéfice de tous. Reconnaître, cela signifie d'abord savoir distinguer, identifier, reconnaître par le jugement ou l'action. C'est aussi là l'objet de la lutte anti-contrefaçon : distinguer le vrai du faux par une identification rigoureuse, sans ambiguïté, des produits et des ayants droit. Dans cet esprit, >>>